

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Un aspect de l'illimitation capitaliste : la production du cynisme et des « sans scrupules »

- Association, économie solidaire et mouvements sociaux - Ethique, religion et symbolisme -
Date de mise en ligne : dimanche 20 mai 2007

Revue du Mauss permanente

Il arrivait à Jean Jaurès de définir ainsi le socialisme : « Une révolution morale, qui doit être servie et exprimée par une révolution matérielle » [1] & Il est remarquable que ce volontarisme éthique, très présent parmi les premiers socialistes, ait été si complètement enfoui dans notre gauche post-68 (qui a tendance à se présenter comme la gauche tout court).

Cet oubli de la morale dans les débats et les centres d'intérêt du mouvement social est une sorte de cicatrice complexe. La trace, d'abord, de la grande bataille « matérialisme *versus* idéalisme », de laquelle est sorti un matérialisme sommaire qui, pour s'opposer à l'idéalisme, récusait la spécificité et l'autonomie des phénomènes de conscience. Ensuite, par le « socialisme scientifique » qui croyait nager dans le « sens de l'histoire ». Une histoire encore à faire, certes, mais quand même déjà écrite : lorsqu'il ne s'agit, au fond, que de prêter son appui à un « progrès » inéluctable, la tentation d'évacuer les dilemmes moraux comme tout simplement dérisoires est forte. Plus récemment, en France, par l'hégémonie du relativisme, né de la réplique à « l'ordre moral » de la France gaulliste et pompidolienne, mais qui s'est mué en une posture libertaire, devenue un quasi-signifiant identitaire dans les rangs de l'*intelligentsia*.

Ainsi, par couches successives, une sorte de répugnance à la morale, baptisée « moralisme », s'est installée, évidente, indiscutable... Pour les « gens de gauche », label garanti, parler de morale, ce serait « aller sur le terrain de la droite ». On l'a vu durant la campagne présidentielle : à peine Ségolène Royal avait-elle formulé son « ordre juste » qu'elle s'attirait les sarcasmes, comme si le seul fait d'assumer une attitude morale l'avait fait changer de camp [2].

Jaurès n'avait pas de ces répugnances, lui qui dans de très nombreux textes opposait « l'ordre socialiste » au désordre capitaliste. « Le grand ressort du capitalisme : toujours plus outre. », disait-il [3]. Certes, le monde s'est depuis son époque beaucoup transformé. Pas sur ce point néanmoins : aucun rassemblement humain n'est viable et durable sans le socle du respect mutuel. Et les désordres injustes, cela existe. Il faut donc les contenir, ce qui suppose de les limiter. Nous avons besoin partout de repères moraux : dans les familles, à l'école, dans la rue, dans le sport et dans les entreprises. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la morale individuelle, le « for intérieur » : c'est le réglage de la relation avec l'autre. *Une société sans morale est tendanciellement mais radicalement une société impossible.*

Anti-capitalisme et morale

Une reprise du débat moral se justifie d'autant que la planète est aujourd'hui balayée par la tornade du *capitalisme outrancier*, celui-là même que pointait Jaurès. Observons ce qui se passe en Russie. Aucune force n'est capable pour l'instant d'y contrecarrer la dynamique centripète et amoralisée d'un capital décomplexé par la chute du totalitarisme stalinien. Là où la culture du respect des Droits de l'Homme n'a pu s'implanter, l'économie folle déploie ses effets, dans la démesure et l'absence de scrupule. Mépris du droit, journalistes assassinés, produits dangereux lancés sans état d'âme sur le marché, KGBistes reconvertis en spéculateurs grossiers et propulsés au sommet de la société, désinvolture à l'égard de l'environnement : tout va ensemble. Au moment où la mondialisation capitaliste dépose partout ses *bombes anomiques*, la gauche doit-elle continuer à récuser la question morale ?

Tel n'était pas, en tout cas, le point de vue de Jaurès : « Il faut que le socialisme soit supérieur à la société d'aujourd'hui, non seulement par la supériorité du but qu'il se propose, mais par la supériorité des moyens qu'il emploie contre la société elle-même ». Non plus celui de Blum quand il n'hésitait pas à présenter le socialisme comme « une sagesse et une vertu ».

Tel n'était pas, en tout cas, le point de vue de Jaurès : « Il faut que le socialisme soit supérieur à la société d'aujourd'hui, non seulement par la supériorité du but qu'il se propose, mais par la supériorité des moyens qu'il

emploi contre la société elle-même ». Non plus celui de Blum quand il n'hésitait pas à présenter le socialisme comme « une sagesse et une vertu » [4]. Encore moins celui de Mendès France qui réclamait un « code moral » pour la démocratie. Et François Mitterrand lui-même n'hésitait pas à écrire, avant que l'exercice du pouvoir ne lui fasse oublier : « Au socialisme il faut une morale. Un projet de société qui se passerait d'un projet de civilisation buterait vite sur l'impossible » [5]. Ainsi, pour eux, le socialisme, c'était changer les conditions matérielles, certes, mais, simultanément, une bataille de principe : un combat pour des valeurs. Ne serait-il pas utile de renouer avec ce socialisme moral qui court de Proudhon à Jaurès, puis Blum, en passant par Durkheim et Mauss, veine dont on retrouve la trace dans des rameaux aussi différents que les marxistes Ernst Bloch, Karel Kosik, le sociologue Gurvitch ou Albert Camus ? Toute la gauche, peut-être, ne s'y reconnaîtra pas. Les connotations (forme que revêt le tabou dans cette peuplade particulière, l'*intelligentsia*) font leurs ravages et le simple mot de « morale » continuera de faire immédiatement dresser certains cheveux. Mais qu'une *tendance civile*, au moins, existe, défende ses principes, voire quelques « conclusions morales » pour reprendre l'expression de Mauss en conclusion de l'Essai sur le don, en même temps qu'une autre approche de la politique. A la construction de cette tendance civile, le MAUSS, me semble-t-il, est bien placé pour apporter plus qu'une contribution, un élan.

Une forme aigüe de la crise civile : la criminalité

Prenons l'exemple de la criminalité : est-il si difficile de voir qu'il y a une dimension immorale dans les conduites asociales, des simples incivilités jusqu'aux délits violents ? Beaucoup d'éducateurs, de policiers, de magistrats, de psychiatres le disent : on constate chez certains une absence de capacité à distinguer le bien du mal. D'où des actes dont la brutalité dépasse parfois l'entendement. Est-ce seulement le reflet de processus sociaux ? On peut y voir aussi l'indice d'une perte de la faculté de juger, liée à un climat global. Ainsi, ce ne sont pas que des « structures » qui fabriquent les conduites indésirables et les actes négatifs, ce sont également des *états d'esprit*, les seconds ayant leur autonomie par rapport aux premières.

Personnellement, je pense depuis longtemps que l'existence de « mécanismes spirituels » spécifiques joue un rôle dans les conduites humaines, les désirables comme les indésirables. Et le mot « Esprit », pour moi, ne renvoie pas forcément à une approche religieuse. J'observe que Marcel Mauss et Gurvitch, non soupçonnables de complaisance à l'égard du religieux, n'hésitaient pas à évoquer, pour l'un la présence « d'hommes en esprit, en chair et en os » [6], pour l'autre à intégrer dans sa sociologie l'existence d'une « liberté située » [7].

Mais dans ce cas, l'appréciation des conduites ne peut se borner à rappeler l'existence de conditions sociales défectueuses, comme s'il fallait formuler un préalable avant l'affirmation des valeurs : « que la société s'améliore d'abord, le temps du jugement viendra plus tard ». Quand un pauvre commet un délit, c'est parce qu'il est pauvre ! L'immense majorité des pauvres n'en commet aucun ? Infime détail.

Cet *attentisme moral*, très marqué dans l'idéologie antisécuritaire, ne fait pas que rendre incompréhensible la nécessité de sanctions, au risque de solidifier dans l'enfer de la délinquance et des gangs les enfants perdus des familles désaxées par la mondialisation sauvage et l'urbanisme à *la va comme je te pousse* de nos villes gigantesques. Il entre en contradiction avec le monde vécu et les individus réels. En effet, ceux-ci ne cessent dans la vie courante de procéder à des évaluations, approuvant ou désapprouvant les conduites, recherchant la reconnaissance d'autrui, par référence à ce que les sociologues Boltansky et Thevenot avaient appelé des « grandeurs » [8]. Cette quête permanente de « justifications » n'est rien d'autre, au ras de la vie quotidienne, que la quête de valeurs.

En conséquence, pour lutter contre le cynisme, qu'il se manifeste dans la désinvolture à l'égard des « salariés jetables », les mouvements boursiers aberrants, la manipulation publicitaire, les indemnités patronales mirobolantes, la conduite automobile dangereuse, les humiliations dans les locaux de garde à vue ou les vols ultra violents, il faut pouvoir s'adosser à des valeurs clairement établies. Les dispositifs et les institutions ne sauraient suffire : il nous faut

un système de références, non pas transcendantes ou religieuses, mais laïques, émanées de la société civile elle-même, et opposables immédiatement à tous. A l'heure du *capitalisme ultra-cynique*, la gauche doit apporter sa pierre à l'édification et à la défense de ces valeurs. Cela suppose qu'elle cesse de considérer que la notion est au mieux périmée, au pire « de droite », alors qu'elle renvoie à quelque chose d'essentiel, non seulement compatible avec le patrimoine socialiste et républicain, mais pour l'avenir. Cela suppose aussi de comprendre qu'aujourd'hui ces valeurs ne sont nullement fixées, à considérer comme des acquis, et qu'elles méritent un débat politique et social de grande ampleur.

Le déni du tragique

Il est vrai que la conquête de l'autonomie individuelle constitue un indéniable progrès. C'est bien de *nouveaux* repères dont nous avons besoin face aux problèmes actuels, non de renouer avec les camisoles du passé. Les « acquis de 68 » sont là, et manifestement pas mal de monde en profite, à gauche & à droite, dans l'espace public & comme dans la sphère privée. Seulement, voilà : plus les individus se libèrent, se désaffilient, pratiquent le « dégroupage », plus le débat sur les valeurs qu'on leur expose, qu'on leur propose et grâce auxquelles ils se déterminent (davantage qu'avant, puisqu'il n'est plus possible de les imposer sans explication) est crucial. Qu'est-ce qui va en effet empêcher ces individus affranchis de devenir des atomes hostiles ? Uniquement l'abondance, une meilleure répartition des biens, la croissance, le SMIC à 1500 euros ? Y croire, c'est faire bon marché d'une part d'*insocialisable* dans la condition humaine. L'aptitude à être tout à la fois lié et délié, dépendant des autres & tout en renâclant sans cesse aux contreparties de cette dépendance mutuelle. Dans cette irréfragable faille, celle de la séparation des individus, division initiale (la naissance) et terminale (la mort) se forment certes les fulgurances du grand art, comme celles du grand amour. Mais c'est à partir de là aussi que s'opère le travail du négatif : la production de nos *enfants impossibles*, plus quelques petits monstres momentanément capables de tout. Ce tragique, qui persévère, balayant périodiquement tous les angélismes.

On peut esquiver les mots comme pour tourner autour du pot, en 2007, le besoin d'un « code moral » existe toujours. Pas pour abolir le tragique (fantasme dangereux), mais pour lui *faire face*. Pas uniquement avec de la répression pénale (surtout si elle s'automatise) : avec quelques idées claires et distinctes. Des valeurs. Celles de la vie en commun. Cette dimension, la gauche Française des années soixante-dix à aujourd'hui l'a indéniablement sous-estimée. On doit pouvoir le reconnaître, sans être immédiatement soupçonné de vouloir « liquider 68 ». D'ailleurs, comment ne pas voir, après avoir entendu les discours de Nicolas Sarkozy, et observé leur réception dans la population, que c'est la réticence à procéder à cet examen critique qui a fait le jeu, très efficacement, des vrais liquidateurs de 68, lesquels dirigent leurs coups là où ça fait mal ? Pour la gauche, répondre à ce besoin moral, de façon laïque et démocratique, est donc une nécessité. Avoir à peu près déserté ce terrain, au nom de l'orthodoxie libertaire, a déjà permis à la droite de « capturer » le sujet (en apparence, et non sans contradictions potentielles). Mais c'est aussi risquer de faciliter la tâche d'intégrismes religieux qui cherchent à se présenter comme solutions à la crise morale, ce qu'on voit déjà fonctionner dans certaines cités & dans les prisons. Certes, les valeurs peuvent être critiquées : elles sont des constructions historiques et sociales, en aucun cas des absolus. L'incertitude règne aussi dans ce domaine. Mais il faut être capable, immédiatement, d'en proposer, quitte à les réviser, car les difficultés nées des interactions individuelles, elles, n'attendent pas.

Revenir à la morale, revenir au fondamental

Revenons aux fondamentaux. La tendance du capitalisme, ancien ou moderne, c'est de saper la civilité, brique de base des rapports sociaux, marchands ou non-marchands. Une économie obsédée par la circulation des marchandises, la rotation des capitaux, la fuite en avant et l'auto-reproduction élargie stimule la concurrence plutôt que la coopération, la rivalité plutôt que la solidarité, le gain vite empoché plutôt que le travail bien fait. C'est pourquoi, si l'on ne peut liquider le marché, sous peine de sérieux inconvénients, s'en remettre à lui pour réguler une société où personne ne vit sans l'économie, mais personne non plus *seulement* d'économie, entraîne de graves dérèglements. Or que se passe-t-il en ce moment de triomphe de l'ultra-libéralisme ? Ceci : *la production des « sans*

scrupule » bat son plein. Ce n'est pas le mélange de thachérisme et de berlusconisme auquel nous faisons face actuellement qui l'arrêtera.

Un jour viendra, cependant, où l'indignation contre l'argent exhibé, l'impudence du luxe se réveillera. Cet espèce de message permanent qui émane de la machine publicitaire et médiatique (sont-ce encore deux systèmes différents ?), restaurants ultra-chics à Paris, hors bords, dîners de tête et Ray bans en Amérique, et qui revient à dire aux pauvres qu'ils ne sont pas *que* pauvres mais plus profondément de « pauvres types » finira par lasser, voire par indigner. Le dogme imbécile et odieux selon lequel les pourvus montrent le chemin aux dépourvus tout cela finira par sonner creux. La croyance que la valeur de l'être est indexée sur l'avoir en banque se dissipera.

Ainsi, ce ne sont pas les « nouveaux réactionnaires », la « révolution conservatrice » ou Benoît XVI qui mettent à l'ordre du jour la question morale : c'est l'*archi-cynisme* fabriqué par l'économie illimitée et ses dégâts (sur les personnes, le lien civil et la nature), tout cela dans le cadre de rapports sociaux inégalitaires encore compliqués par l'irrésistible poussée individualiste. Cependant, pour être en mesure d'offrir un débouché à la protestation éthique contre la société cynique, qui viendra à son heure, la gauche devra reprendre la question morale, et admettre que celle-ci n'est nullement effacée par la question sociale. Ni pour le présent, ni pour l'avenir. Ni pour les individus, ni pour la société. Comme disait Benoît Malon, socialiste du 19^{ème} siècle (dont on vient de rééditer *La morale sociale* [9]) : « l'homme ne vit pas que de revendications économiques et politiques ». On peut, un temps, le gaver d'amuse-gueules télévisés, d'objets périmés dès qu'ils sont vendus et de faux semblants dans la relation à autrui, cela n'éteindra jamais la soif de *philia* : de « respect mutuel et de générosité » [10]. Là est la source. Celle d'une aspiration massive à l'entente et à la civilité qui dure, qui s'obstine, quels que soient les coups de canifs qui lui sont portés parce qu'elle est un étayage de l'humain.

En tout cas, la nouvelle gauche, pour répondre au défi de l'époque, celle du *capitalisme sans classe* et de la *montée de la criminalité*, deux faces d'une même médaille, devra travailler sur *le terrain des valeurs*, au lieu de le déclarer « terrain hostile », ce qui revient à l'abandonner à toutes sortes d'imposteurs.

Pontoise, Septembre 2007

Le dernier ouvrage de Didier Peyrat sera bientôt présenté dans notre rubrique Lectures. Didier Peyrat, Face à l'insécurité, refaire la Cité, Buchet-Chastel, 2007.

[1] Cf. « La question religieuse et le socialisme », 1891, repris dans « Rallumer tous les soleils », textes choisis et présentés par Jean-Pierre Rioux, Omnibus, 2006

[2] Ses détracteurs oublient que Lionel Jospin, depuis quelques années, s'attachait à réhabiliter le concept « d'ordre » en le réintégrant dans le patrimoine idéologique de la gauche. « Il faut donc assumer la valeur de l'ordre, c'est-à-dire du respect des règles, et c'est ce que ressentent les milieux populaires », lisait-on dans son livre paru en 2005. Cf. *Le monde comme je le vois*, Gallimard, 2005. Curieusement, cela ne devait pas empêcher plusieurs jospinistes notoires de couvrir de quolibets l'« ordre juste » comme une odieuse entorse au dogme. Il est vrai que dans ces milieux, c'est la tactique qui commande, rarement le fond.

[3] Cf. « Le socialisme est une morale », 1894, repris dans *Rallumer tous les soleils*, op. cit.

[4] Cf. *A l'échelle humaine*, Gallimard, rééd. 1971.

[5] Cf. *La paille et le grain*, Flammarion, 1975.

Un aspect de l'illimitation capitaliste : la production du cynisme et des « sans scrupules »

[6] Cf. « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, PUF Quadrige, ed. 2001, p. 264.

[7] Cf. notamment *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, Georges Gurvitch, Paris, PUF, p.81.

[8] Cf. *De la justification*, Gallimard, 1994.

[9] Cf. [La morale sociale](#), Textes réunis et présentés par Philippe Chanial, Le bord de l'eau, 2007.

[10] « Essai sur le don », *op. cit.* p 279.